

## **Communiqué de presse suite à « l'apéro média » organisé par Latitude 21 le 10.02.2016 à Neuchâtel**

### **Un « apéro média » pour parler du Sahel**

Latitude 21 s'est réunie hier avec des représentants de ses associations membres qui mènent des actions de développement dans la région du Sahel. L'occasion d'échanger leurs expériences et leurs pratiques dans un contexte marqué par une augmentation des risques sécuritaires dans la région.

### **Les associations présentes lors de la rencontre**

Le Centre Ecologique Albert Schweitzer (CEAS) est notamment actif au Burkina Faso où il cherche à développer, en collaboration étroite avec plusieurs communes rurales, des solutions permettant de fournir de l'électricité à la population à partir de sources d'énergies renouvelables et non polluantes. L'association Jethro quant à elle forme des agriculteurs burkinabés aux pratiques de base en agriculture et en élevage dans le but de lutter contre la pauvreté et la désertification au travers d'un développement durable et autogéré à long terme. L'association Paspanga s'investit notamment dans des initiatives de scolarisation et soutient la mise en place de centres de santé et de promotion sociale au nord du Burkina Faso. De plus, en partenariat avec une association qui regroupe principalement des femmes, Paspanga finance des activités génératrices de revenus. Echanges Agadez Niger s'adresse, par le biais d'écoles de la deuxième chance, à des enfants qui n'ont pas été scolarisés afin de les alphabétiser et de leur permettre d'avoir ensuite accès à des formations post-obligatoires ou professionnelles.

### **Comment continuer à mener des actions de coopération au développement**

Dans un contexte marqué par une augmentation des risques sécuritaires dans la région du Sahel, il est nécessaire pour les acteurs de la solidarité internationale de repenser les modes d'action et de gestion de leurs projets, afin de garantir leur pérennité. Aussi, la question n'est pas de savoir s'il faut ou non continuer à mener des actions de coopération au développement. Il s'agit de s'interroger sur les modalités de gestion qui permettent de continuer à soutenir des populations vulnérables en bonne intelligence et en limitant au maximum les risques sécuritaires.

Les avis convergent autour de l'idée, comme l'a exprimée M. Daniel Schneider, directeur du CEAS, qu'il est d'autant plus important à l'heure actuelle de continuer à soutenir les personnes les plus démunies, notamment dans les campagnes, en faisant preuve de prudence. Il ne s'agit pas d'un signe de résistance, mais de persistance.

Si les projets de ces associations n'ont pas été remis en question, des mesures ont néanmoins été prises afin de réduire les risques encourus lors de voyages sur le terrain.

Comme l'indique Mme Anne Zwahlen, membre du Conseil de Latitude 21, la fédération est cohérente avec la démarche de la Confédération qui a maintenu son engagement en faveur des pays fragiles, tout en étant très attentive aux questions de sécurité et en s'appuyant sur les partenariats locaux.

### **L'importance de travailler avec des partenaires sur place**

L'approche partenariale qui est au cœur des projets soutenus par la fédération permet dans ce contexte d'assurer la continuité des projets. Comme le souligne M. Claude-Eric Robert de l'association Jethro « ce sont les partenaires burkinabés qui font le travail sur le terrain, avec des *imputs* des gens d'ici ».

M. Laurent Mader, qui préside l'association Echanges Agadez Niger, explique que cela les a poussés à développer des solutions auxquelles ils n'auraient pas pensé auparavant. Et d'ajouter qu'il y a des personnes sur le terrain qui disposent de compétences pour faire remonter des informations pour le suivi des projets, sur le plan financier par exemple.

Pouvoir faire remonter l'information est un rôle important des associations, car c'est grâce au dialogue qu'elles entretiennent avec leurs partenaires sur le terrain que des informations sur les conditions de vie des populations parviennent jusqu'ici. M. Laurent Mader se souvient à cet égard que le téléphone avait permis de garder un lien avec leurs partenaires lors de la rébellion touarègue au Niger en 2007. Cela avait permis de faire remonter ce que les gens vivaient sur place.